



En Palestine, le génocide continue, mais les dirigeants sionistes se divisent et, en France, la censure et l'utilisation d'un soi-disant « antisémitisme » fleurissent.

Des remous dans l'État sioniste

Manifestations contre Netanyahu pour la libération des captifs

La découverte par l'armée israélienne des cadavres de 6 captifs, baptisés otages selon la terminologie de l'idéologie dominante, a ranimé l'élan de celles et ceux, qui, en Israël, réclament depuis le début de la relance de la guerre, leur libération.

Il devient de plus en plus clair que Netanyahu et la majorité de son gouvernement se moquent comme de l'an quarante de la survie des « otages », eux qui ont promu la « procédure Hannibal » le 7 octobre 2023.

C'était le plus grand rassemblement en Israël depuis le 7 octobre 2023. Sur plusieurs kilomètres, à Tel-Aviv, dimanche 1er septembre, une rue inondée d'Israéliens, le cœur brisé, la sensation d'avoir été trahis, abandonnés par leur gouvernement. L'un explique : « *J'ai le cœur brisé pour les familles d'otages. Ça fait mal de penser que ces six otages et bien d'autres auraient pu rentrer il y a longtemps. Je n'ai aucune confiance en mon gouvernement.* » ou encore : « *Je pense que le principal problème d'Israël en ce moment est son dirigeant. Il ne pense pas aux gens, il ne s'intéresse pas au peuple. Donc je voudrais vraiment voir d'autres dirigeants !* » ; un autre : « *Les six otages ont été tués récemment, c'est bien la preuve qu'un accord aurait pu les sauver.* » ; une troisième : « *Seulement huit otages ont été sauvés par des opérations militaires et plus de 100 otages sont revenus avec un accord. Je ne comprends pas comment notre gouvernement ne parvient pas à voir cette simple logique : pour ramener des gens vivants à la maison, il faut un accord.* ».

De plus en plus de gens se rendent compte, surtout depuis l'assassinat du négociateur palestinien, Ismaël Haniyeh, que Netanyahu n'a pas et n'a jamais eu pour objectif de libérer les captifs.

Au moins quatre captifs ont été enterrés, en présence de proches endeuillés. « *Tu as été abandonné, chaque jour, chaque heure, 331 jours [...] tu as été sacrifié pour détruire le Hamas* », a déploré Nira Seroussi dans son éloge funéraire à son fils, Almog.

Jusqu'à tard dans la nuit, les manifestants ont allumé des feux, bloqué les autoroutes. La police a fini par utiliser la force pour disperser les foules. La principale centrale syndicale israélienne a décrété [une grève générale lundi](#) pour demander la libération des « otages ».

Grève générale le 2 septembre et limites du mouvement

Arnon Bar-David, chef de la *Histadrout*, principale confédération syndicale en Israël, le syndicat sioniste officiel, a annoncé le début d'une grève générale à partir de ce lundi, 6 heures locales. « *À 8 heures, l'aéroport sera fermé, les décollages et les atterrissages cesseront* », a précisé la centrale syndicale dans un communiqué.

Des manifestations sont aussi prévues dans plusieurs villes du pays dès 7 heures, a annoncé le Forum des familles des otages et des disparus, association aussi connue sous le nom "*Bring them home now*" (ramenez-les à la maison, maintenant) et qui soutient l'appel à la grève de la *Histadrout*.

Des commerces resteront donc fermés ce lundi, des hôpitaux tourneront au ralenti et à Tel-Aviv, le maire Ron Huldai, ancien membre du Parti travailliste, [appelle à soutenir les manifestants](#). Dans tout le pays, les écoles maternelles seront fermées et l'université hébraïque de Jérusalem a également annoncé se joindre au mouvement.

La présence dans la bataille de *Histadrout*, qui n'a pas levé le petit doigt contre les licenciements de personnels palestiniens, au contraire, qui est une organisation liée organiquement à l'État sioniste, est une preuve, s'il en fallait que ce mouvement ne réclame un cessez-le-feu que pour la libération des « otages », mais absolument pas pour arrêter le génocide en cours à Gaza. **Le sort des Palestiniens de Gaza est totalement absent des préoccupations des millions de manifestants et de grévistes israéliens. Personne, parmi les animateurs de cette campagne, ne remet en cause l'État d'apartheid.**

Gênés tout de même pour évoquer cette situation, les *media*, en France, tentent d'expliquer que s'il n'y a pas d'accord, les torts sont partagés. C'est un mensonge éhonté. Le Hamas, qui parle au nom de toutes les organisations de résistance de Gaza, a répété maintes fois qu'il approuvait le plan Biden, proposé par les USA ; c'est Netanyahu et les sionistes qui, après avoir dit qu'ils l'approuvaient, ont tout fait et continuent pour torpiller ce plan, parce qu'il prévoit, dans une troisième phase, le départ des troupes d'occupation de la Bande de Gaza.

Le Tribunal Régional du Travail de Bat Yam a ordonné ce même lundi 2 septembre la fin de la grève générale lancée en solidarité avec les otages détenus à Gaza. La grève a rapidement fait l'objet d'une contestation juridique, certains la qualifiant de politique et donc d'illégale. Face à l'impossibilité pour les parties de s'accorder sur une date de fin, le tribunal a tranché en fixant la reprise du travail à 14h30. Le bureaucrate président de la *Histadrout*, Bar-David a appelé au respect de cette décision : « *Nous vivons dans un État de droit et nous respectons la décision de la cour.* ». Entre sionistes, on arrive toujours à s'entendre.

Cela signifie que, dans un « État de droit », l'État ou la justice peuvent interdire une grève pour un motif quelconque, donc que le droit de grève est limité dans l'État sioniste. Seuls les travailleurs et leurs organisations syndicales devraient décider de faire grève ou pas. Encore une preuve qu'Israël est une « démocratie ». Cela signifie aussi que cette mobilisation, même si le sort des Gazaouis est le cadet de ses soucis, gêne Netanyahu et les siens.

Tribune d'un général israélien

Le général de division Ytzhak Brik (réserviste) a signé une tribune dans le quotidien *Haaretz* où il critique vertement la politique et les déclarations du gouvernement de Netanyahu. Après avoir fustigé le trio Netanyahu, Gallant (ministre de la Défense) et Halevi (le chef d'État-major) et leurs déclarations triomphalistes, il revient sur les plus récents propos de Yoav Gallant : « *Récemment, il semble que Gallant ait commencé à se dégriser, quand, devant la commission des Affaires étrangères et de la Défense de la Knesset, il a déclaré que le concept d'une victoire totale à Gaza était un non-sens. [...] Cette prise de conscience l'a poussé à appeler à une discussion, au sein du gouvernement ou du cabinet de sécurité, dans l'intention de garantir que la responsabilité ne repose pas seulement sur lui, mais qu'elle soit partagée par tous les ministres du gouvernement. Je suppose que le ministre de la Défense Gallant comprend déjà que la guerre a perdu son but. Israël s'enfonce encore plus dans la boue de Gaza, perdant de plus en plus de soldats à mesure qu'ils sont tués ou blessés, sans aucune chance d'atteindre l'objectif principal de la guerre : faire tomber le Hamas.* ».

Mais le général ne se contente pas de ce constat. Il affirme également : « *Le pays galope réellement vers le bord du gouffre. Si la guerre d'usure contre le Hamas et le Hezbollah se poursuit, Israël s'effondrera d'ici un an à peine. [...] Israël est également devenu un État paria, provoquant des boycotts économiques et un embargo sur les livraisons d'armes. Nous perdons également notre résilience sociale, alors que la haine croissante entre les différentes parties de la nation menace de s'enflammer et de provoquer sa destruction de l'intérieur. [...] Ce qu'Israël aurait pu réaliser plus tôt avec un accord de cessez-le-feu et de prise d'otages est devenu impossible en raison des nouvelles conditions introduites par Netanyahu dans l'accord proposé. Ceux qui participent aux négociations à Doha affirment qu'ils n'ont aucune marge de manœuvre pour négocier parce qu'ils ont les mains liées.* ».

Il évoque enfin la menace de guerre régionale, qu'il craint et la poursuite du conflit à Gaza : « *Le recours aux assassinats est une mesure qui menace d'enflammer tout le Moyen-Orient, décidée par les trois pyromanes, Netanyahu, Gallant et le chef d'état-major Halevi, sans réfléchir à la signification de leurs décisions irresponsables. Sinwar a commencé à comprendre que la guerre d'usure joue à son avantage, sans parler d'une guerre régionale multi-arènes. C'est pourquoi il préfère désormais la poursuite des combats à un accord et durcit ses positions. Si Netanyahu n'avait pas déjà mis des bâtons dans les roues de l'équipe de négociation tout au long de la guerre, Israël aurait déjà pu conclure un accord d'otages avant que Sinwar ne durcisse sa position.* ».

Enfin, la conclusion du général Brik ne manque pas de sel : « *Après 2 000 ans d'exil, nous sommes revenus et avons fondé un pays glorieux. Nous avons payé un prix élevé en dizaines de milliers de morts et de blessés. Et maintenant, le pays se désintègre entre nos mains par la faute de Netanyahu, Gallant, Halevi et de leurs pions. Il est encore possible de faire quelque chose avant qu'il ne soit trop tard.* ». On peut d'ailleurs, tant au sujet de la conclusion que du texte entier, faire le même constat que celui que nous avons fait à propos des manifestants du 1^{er} et grévistes du 2 septembre. **Tout, et particulièrement la fin, est basé sur le sort de l'État sioniste et de ses**

citoyens juifs. Il n'y a pas un mot contre le génocide, pas une once de compassion pour les Gazaouis massacrés.

Du rififi entre Netanyahu et Gallant

Une violente altercation a eu lieu jeudi soir au sein du cabinet entre le Premier ministre de l'occupation, Benjamin Netanyahu, et le ministre de la Défense, Yoav Gallant sur le choix à faire entre le maintien des forces dans l'axe de Philadelphie, à la frontière de la bande de Gaza avec l'Égypte ou la récupération des captifs israéliens détenus entre les mains de la Résistance palestinienne.

Le site internet israélien Wallah a rapporté, citant des responsables bien informés, que la discussion a commencé par une introduction de Gallant disant : « *L'accord sur les prisonniers constitue un point stratégique décisif pour Israël, [...] l'incapacité à parvenir à un accord pourrait avoir des conséquences dépassant la simple question des captifs, car ce choix pourrait conduire à une guerre régionale.* ». Netanyahu a alors fait part de soumettre au vote du cabinet le maintien de la présence militaire de l'armée d'occupation sur l'axe de Philadelphie.

Un responsable israélien a indiqué que Gallant a reproché à Netanyahu « *de soumettre toute décision au vote, même l'exécution des captifs.* ». Il a poursuivi en affirmant : « *Il faut choisir entre le fait de rester dans l'axe de Philadelphie et celui de récupérer les captifs, il n'est pas possible de réaliser les deux, [...] En fin de compte, soit nous découvrirons que les prisonniers mourront, sinon nous serons obligés de revenir sur cette décision.* ».

Selon le journal *Yedioth Ahronoth*, Netanyahu a déclaré : « *Washington et Le Caire ont accepté cette proposition* », et Gallant a répondu : « *la discussion n'est pas avec eux, mais avec Sinwar.* ».

Dans ce contexte, le chef d'état-major de l'armée d'occupation israélienne, Herzi Halevy, et le chef du Mossad, David Barnea, ont exprimé leurs réserves avant le vote. Selon deux sources du cabinet qui ont parlé au site Wallah, Halevy a déclaré « *qu'une décision officielle, comme celle-ci, serait un fardeau inutile et compliquerait davantage la situation déjà existante avec à l'égard des prisonniers* ». À son tour, Barnea a déclaré que « *ce n'est pas nécessaire à l'heure actuelle, car l'accent des négociations à ce stade n'est pas sur l'axe de Philadelphie, mais plutôt sur les listes de prisonniers palestiniens qui seront libérés dans le cadre de l'accord* », selon Wallah.

Pourtant, malgré ces réserves, le cabinet a voté pour la proposition de Netanyahu de maintien de l'armée d'occupation sur l'axe de Philadelphie, coupant ainsi la Bande de Gaza de l'Égypte, autant dire du monde extérieur.

Le 20 août, la Douzième chaîne israélienne a rapporté que Netanyahu a dit aux hauts responsables de l'équipe de négociation qu'il préfère garder l'axe de Philadelphie au cas où il fallait faire un choix dans les négociations entre ce maintien et le retour des prisonniers.

En France, la censure, toujours la censure, encore la censure et le prétexte antisémitisme

Le préfet de l'Hérault (le département de La Grande Motte), le 27 août, à la suite de l'attaque contre une synagogue^[1], a participé à un rassemblement aux côtés d'élus politiques, tranchant avec sa position officielle de représentant de l'État, soi-disant neutre. Il y a exprimé sa volonté d'interdire les manifestations dénonçant les violences en Palestine.

Le 29 août, il a pris un arrêté interdisant deux mobilisations prévues à Montpellier et Béziers les 30 et 31 août, organisées par BDS (Boycott Désinvestissement Sanction) en collaboration avec d'autres organisations, dont l'AFPS (Association France Palestine Solidarité) et LP (Libre Pensée).

La LP et la LDH (Ligue des Droits de l'Homme) nationale ont déposé un référé liberté contre cet arrêté. L'audience a été fixée au 30 août à 15h30 au tribunal administratif de Montpellier. Trois cabinets d'avocats soutenant l'arrêté préfectoral, représentant l'OJE (Organisation Juive Européenne), le CRIF (Conseil Représentatif des Institutions Juives de France), et ASF (Avocats sans Frontières) sont intervenus au cours de la séance du tribunal administratif. La salle d'audience était remplie de personnes, parmi lesquelles se trouvait le préfet, toutes manifestant une hostilité évidente aux organisations requérantes. L'audience a été marquée par de nombreux incidents : les représentantes de la Libre Pensée et de la LDH ont été très vite interrompues et pressées d'achever leurs interventions par le président du tribunal, ou interrompues par des membres du public, sans que le président ne rétablisse l'ordre.

Dans sa décision, le juge a rejeté les recours de la LP et de la LDH, arguant que les manifestations avaient pour objet de « *soutenir, de manière directe ou indirecte, le Hamas* ».

16 manifestants, qui ont tenté de faire valoir leur droit de manifester en se rendant à l'étape du relais « *Drapeau de la libération* » en soutien au Peuple Palestinien, à La Paillade ce vendredi 30 août, ont été verbalisés, et l'un des déclarants menacés de poursuites. Dans leur communiqué commun, un nombre important d'associations de défense de la Palestine, des droits de l'Homme (dont LP et LDH) ou d'organisations politiques ont déclaré : « *Ces faits, d'une gravité inédite, représentent une atteinte directe à la démocratie et au droit à une justice équitable et*

impartiale. La liberté d'expression et le droit de manifester ne peuvent être bafoués de manière arbitraire pour des raisons politiques. ».

Comme nous l'avons dit la semaine dernière dans notre condamnation de l'attaque de la synagogue, il y a, de la part de l'État, de la plupart des politiciens et des *media*, une volonté de discréditer le mouvement de solidarité avec la Palestine en l'accusant d'antisémitisme. Cette présentation, depuis des mois et des mois utilise plusieurs ressorts : passer totalement sous silence l'atrocité du génocide palestinien, laisser se diffuser sans la moindre réaction des images insoutenables ; n'évoquer la question quasi uniquement sous l'angle de la « libération des otages du Hamas », sans rien dire sur le massacre en cours ; ne chercher à aucun moment à condamner les franco-israéliens combattant sous l'uniforme de l'armée d'occupation et commettant des crimes de guerre. Tout cela, pour prétendre finalement que tous ceux qui soutiennent le cessez le feu sont donc contre les juifs, donc antisémites, car il ne peut y avoir que deux camps délimités par la religion ; donc que la critique d'Israël, c'est la critique de tous les citoyens de confession juive. Et, pour expliquer en plein massacre de palestiniens que la seule chose qui importe est que personne ne puisse remettre en cause l'existence d'Israël ; et affirmer qu'un état laïque et démocratique sur tout le territoire de la Palestine traitant à égalité les citoyens indépendamment de la religion, signifiant donc la disparition du sionisme, était également de l'antisémitisme, validant ainsi le fait qu'un État colonial puisse vivre indéfiniment par exclusion de la composante palestinienne historique.

Toute une flopée d'organisations sionistes a soutenu cette instrumentalisation et déformation de l'antisémitisme. Or, l'État d'Israël ne représente pas les juifs, il n'est pas là pour les défendre, mais pour s'en servir. Israël est un État colonial, oppressif, massacreur, qui défend les intérêts de sa Bourgeoisie et ceux de l'impérialisme dominant, qu'il sert et qui le protège, selon le vieux paradigme médiéval du vassal et du suzerain.

C'est le droit d'analyser de manière réaliste, réelle, librement, la situation en Palestine, en utilisant les données historiques, avec une vision anticolonialiste qui nous est dénié, qui est victime de la censure d'État et des *media*. Cette censure ne fera pas reculer l'antisémitisme, car il est nourri par ceux qui instrumentalisent les religions, organisent le traitement différencié en fonction de l'appartenance à une ethnie, réelle ou supposée, une « *communauté* » ou une croyance.

Défendre le peuple palestinien est une démarche anticolonialiste, un point, c'est tout.

Alerte pour Khalida Jarrar, députée palestinienne otage des sionistes

Le massacre continue à Gaza. Et la répression féroce contre les Palestiniens aussi. Voici par exemple ce qui arrive à Khalida Jarrar, députée palestinienne de Cisjordanie.

Après avoir été emprisonnée lors des arrestations massives de Palestiniens de Cisjordanie par Israël quelques mois après le déclenchement de la guerre à Gaza, Khalida Jarrar a reçu l'ordre de rester derrière les barreaux pendant encore six mois, toujours en détention administrative – sans inculpation et sans procès. La prisonnière politique palestinienne n°1, membre de la direction politique du Front populaire de libération de la Palestine, a été enlevée à son domicile il y a huit mois et est incarcérée depuis lors. Jusqu'à il y a deux semaines et demie, elle était détenue avec d'autres prisonnières de sécurité dans la prison de Damon, sur le mont Carmel, à l'extérieur de Haïfa. Puis, soudainement, sans aucune explication, elle a été transférée à Neve Tirza, une prison pour femmes dans le centre d'Israël, jetée dans une minuscule cellule de 2,5 x 1,5 mètres et laissée dans un isolement total 24 heures sur 24, 7 jours sur 7. Sa cellule n'a pas de fenêtre. Il n'y a pas d'air, pas de ventilateur, seulement un lit en béton et un mince matelas, ainsi que des toilettes, sans eau la plupart du temps. Cette semaine, elle a dit à son avocat que pour respirer un peu, elle s'allongeait sur le sol et essayait d'aspirer un peu d'air par la fente située sous la porte de la cellule. Elle ne boit pas beaucoup, afin d'éviter d'avoir à utiliser les toilettes, qui dégagent une odeur nauséabonde.

C'est ainsi que l'État colonial sioniste détient ses prisonniers politiques : sans inculpation ni procès, dans des conditions inhumaines qui sont illégales, même selon les décisions de la Haute Cour de justice.

Dans un article daté du 1^{er} septembre, Gideon Levy rapporte que *Haaretz* a envoyé la dernière semaine d'août les questions suivantes à l'administration pénitentiaire : « *Pourquoi Jarrar a-t-elle été transférée à Neve Tirza ? Pourquoi a-t-elle été placée en isolement total ? Pourquoi la permission de faire des promenades quotidiennes a-t-elle été annulée ? Pourquoi ne lui a-t-on pas fourni les produits de première nécessité ?* ». La réponse à toutes ces questions a été la suivante : « *L'IPS [Service pénitentiaire israélien] fonctionne conformément à la loi, sous le contrôle strict de nombreux fonctionnaires de surveillance. Chaque prisonnier et détenu a le droit de déposer des plaintes de la manière prévue et leurs allégations seront examinées.* ».

Khalida Jarrar est en danger de mort, elle souffre de diabète, n'a pas de médicaments, et, en cas de malaise, comme personne ne vient la voir, elle pourrait être abandonnée dans sa cellule et mourir. Voilà ce qu'est la « *seule démocratie du Moyen Orient* ».

En conclusion

Nous continuons et nous continuerons, inlassablement, d'exiger un cessez-le-feu immédiat et permanent, de même que l'accès libre aux humanitaires dans toute la Bande de Gaza, et le retrait total des forces d'occupation de l'enclave. Mais, cela ne saurait suffire.

Une paix juste, c'est le démantèlement des colonies, le retour des réfugiés et un Etat palestinien indépendant. Ce qui empêche une telle paix c'est l'existence d'un Etat colonial. Les travailleurs d'Israël ne peuvent être libres s'ils ne rompent pas avec le sionisme, s'ils continuent de se trouver objectivement dans le camp des colonisateurs. La solidarité avec la Palestine ne peut se contenter de phrases générales sur la paix. Il faut un Etat où tous les habitants jouissent des mêmes droits et puissent vivre ensemble, quelles que soient leur origine, en l'occurrence, un État palestinien démocratique. De même, la lutte de libération nationale du peuple palestinien n'a pas besoin de compassion, mais d'un réel soutien politique et d'actions de solidarité internationaliste. Et pour la France, où les Révolutionnaires, comme ailleurs, doivent combattre d'abord leurs capitalistes, cela commence par la lutte politique contre le soutien de l'impérialisme français à l'État colonial sioniste.

C'est pourquoi, le Parti Révolutionnaire Communistes entend continuer de rassembler tous ceux qui veulent un cessez le feu immédiat pour que cesse le massacre des Palestiniens et se prononcent pour la paix. Pour nous, cela passe par le soutien aux revendications fondamentales du mouvement de libération nationale palestinien, surtout après l'assassinat d'un de ses dirigeants : fin immédiate de l'agression militaire sioniste, droit au retour des réfugiés et formation d'un État palestinien sur le territoire de la Palestine mandataire.

[1] <https://www.sitecommunistes.org/index.php/france/politique/2949-tentative-dincendie-de-la-synagogue-de-la-grande-motte-un-acte-antisemite-que-nous-condamnons-avec-la-plus-grande-fermete>